

Lettre Soutien à la parentalité



PRÉFET DE L'ESSONNE

***L**a Caf et le Conseil départemental ont pour vocation d'accompagner la population essonnienne en améliorant ses conditions de vie au quotidien.*

Pour cela, ces institutions mettent en œuvre des actions concrètes auprès des familles par leur politique de soutien à la parentalité. Depuis plusieurs années, elles déploient leurs plans d'action sociale en faveur des familles et principalement la petite enfance. Tout au long de cette lettre vous seront présentés, d'une part le Schéma départemental d'accompagnement des familles (Sdaf) piloté par l'État et dont les travaux d'élaboration ont été coordonnés par la Caf, et d'autre part, le Schéma départemental de l'enfance et des familles (Sdef) du Conseil départemental, qui illustrent ces orientations. En fin de lettre, nous vous inviterons à découvrir les différentes actions Réaap déployées en 2015/2016 ainsi que toute l'actualité relative à la parentalité.

Bonne lecture.

Conseil départemental de l'Essonne

Marie-Christine Bourgeois,

Direction de la prévention et de la protection de l'enfance

Anne-Sophie Ravistre,

Direction de la protection maternelle infantile et de la santé

Le «Bien grandir en Essonne» constitue un enjeu d'importance car ce sont les enfants d'aujourd'hui qui constitueront la société de demain

Pourquoi l'élaboration d'un tel schéma (Sdef) et quelles en sont les finalités ?

La loi du 5 mars 2007, et plus récemment la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, réaffirment le rôle en tant que chef de file de la protection de l'enfance du Président du Conseil départemental. À ce titre, il lui incombe la responsabilité d'élaborer un schéma dont la vocation principale est d'améliorer les réponses apportées aux enfants, aux familles et aux jeunes majeurs en grandes difficultés tant en matière de prévention que de protection.

Le Schéma départemental de l'enfance et des familles (Sdef) 2011-2016, troisième de ce type, marque la volonté de privilégier une approche globale et transversale des missions de prévention et de protection de l'enfance, avec la prise en compte des différentes politiques départementales relatives à la Protection maternelle infantile (Pmi), la prévention spécialisée et l'adoption.

Il répond en tout point à l'obligation légale qui est faite au Conseil départemental en traduisant l'engagement politique de la collectivité dans les champs essentiels que sont la prévention et la protection de l'enfance.

Le «Bien grandir en Essonne» constitue ainsi un enjeu d'importance car ce sont les enfants d'aujourd'hui qui constitueront la société de demain.

L'intérêt de l'enfant et la place de la famille sont au centre des préoccupations de la politique départementale. La priorité est

accordée à l'action préventive ainsi qu'à la promotion de la santé et la prévention de toute forme de rupture.

Il présente l'ensemble des orientations politiques du Conseil départemental dans un domaine de plein exercice de ses compétences mais dont l'efficacité d'action résultera aussi d'une mise en œuvre coordonnée avec d'autres institutions et partenaires.

Le Conseil départemental a initié fin 2015 la démarche d'élaboration du 4^e schéma enfance-familles qui couvrira la période 2017-2021.

Tout comme pour le 3^e schéma, cette démarche s'est engagée dans le cadre d'une dynamique participative et de concertation avec l'ensemble des partenaires, en prenant en compte les premiers éléments de bilan, l'expression des professionnels et des bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance, recueillie au travers des enquêtes réalisées fin 2015.

Quelles articulations / Complémentarités entre le Sdaf et le Sdef et les spécificités propres aux deux schémas départementaux

Le Schéma départemental d'accompagnement des familles (Sdaf) propose **des orientations complémentaires** au Schéma départemental de l'enfance et des familles 2011-2016 (Sdef), schéma d'organisation sociale et médico-sociale, piloté par le Conseil départemental.

L'élaboration du Sdaf, concomitante au bilan du troisième Sdef, a permis de



circonscrire les complémentarités et spécificités des deux documents directeurs.

Ainsi, il a été fait le choix de ne pas reprendre dans le prochain schéma départemental de l'enfance et des familles 2017-2021 les orientations relatives aux modes d'accueil, afin que ne s'enchevêtrent pas les objectifs travaillés dans l'élaboration du Sdaf, et partagés par l'ensemble des acteurs de la petite enfance en Essonne. En parallèle, les actions relatives au dispositif de l'aide sociale à l'enfance comme ce qui relève de la gouvernance territoriale dans le champ de la prévention et de la protection de l'enfance n'est pas repris dans le Sdaf.

Aussi, les deux schémas s'articulent quant à la mise en œuvre des actions de soutien à la parentalité. Toutefois, la frontière est bien définie entre ce qui relève des compétences du Département et ce qui est proposé dans le Sdaf à savoir une nécessaire coordination des acteurs départementaux organisée par le Préfet pour développer et équilibrer l'offre de services aux familles.

Il est à noter que tout en observant des champs spécifiques d'intervention, les schémas répondent aux mêmes finalités : résolument tournés vers les familles, l'enfance et les jeunes, ils tendent à valoriser les complémentarités entre les dispositifs et les opérateurs dans une logique de convergence, de transversalité et de synergie pour améliorer la qualité du service rendu.

Comment les schémas vont-ils se décliner concrètement en termes d'action ?

Le Sdef 2011-2016 est organisé autour de 4 axes structurants déclinés en 57 actions.

En adoptant ce schéma le Conseil départemental de l'Essonne disposait de 5 années pour mettre en œuvre progressivement l'ensemble de ces actions.

85 % des actions sont actives à ce jour.

La mise en œuvre du Sdef repose sur une méthode d'animation continue au travers de différentes instances (comité de pilotage...) ainsi qu'une conférence enfance-familles, ouverte à l'ensemble des partenaires et professionnels du Conseil départemental permettant de communiquer sur la mise en œuvre des fiches actions.

La conférence enfance-familles du 31 mars 2016 a été l'occasion de lancer les 5 ateliers préparatoires au prochain schéma. Plus de 200 participants s'y sont inscrits marquant ainsi leur volonté de contribuer à la politique publique relative à l'enfance et la famille.

Les propositions retenues feront l'objet d'une communication finale au cours du 1^{er} trimestre 2017, en prévision de l'adoption du 4^e schéma enfance-familles par l'Assemblée départementale en juin de cette même année.

La direction de la protection maternelle, infantile et de la santé, et la direction de la prévention et de la protection de l'enfance sont en charge du pilotage du Sdef et de sa déclinaison concrète et progressive sur la période 2017-2021. La mise en œuvre de certaines fiches action nécessitera, sur la durée du schéma, une réflexion transversale au travers de la mise en place de groupes de travail interinstitutionnels.

Ce schéma propose de poursuivre et d'amplifier l'orientation de la politique enfance-familles vers des actions préventives, afin de limiter les actions curatives.

Ainsi, la dynamique de partenariat instaurée lors de l'élaboration du schéma devra se prolonger lors de sa mise en œuvre, pour en garantir sa réussite.

Le Sdef 2011-2016, tout en favorisant la consolidation des actions entreprises, doit permettre des réajustements afin de répondre à de nouvelles problématiques et rendre le dispositif de prévention et protection plus lisible pour les jeunes et leur famille. ■

Caf de l'Essonne

Béatrice Dassonville, **Directrice de l'action sociale**

Pourquoi l'élaboration d'un tel schéma (Sdaf) et quelles en sont les finalités ?

Depuis plus de vingt ans, la branche Famille conduit au niveau national une politique de soutien au développement des modes d'accueil de jeunes enfants et à la parentalité.

Il n'en demeure pas moins que des inégalités d'accès aux services d'accueil du jeune enfant et de soutien à la parentalité subsistent sur de nombreux territoires. Ainsi, selon les départements, le nombre de places disponibles varie de 9 à 86 pour 100 enfants âgés de moins de 3 ans et l'offre de médiation familiale varie pour la garde des enfants du simple au triple, à nombre de divorces équivalent. Ces inégalités sont également repérables à l'intérieur d'un même département.

C'est pourquoi, le gouvernement a souhaité impulser une dynamique partenariale entre les collectivités territoriales et les partenaires sociaux pour permettre, au plan national, la création de 275 000 nouvelles solutions d'accueil du jeune enfant et le développement des actions de soutien à la parentalité sur la période 2014-2017.

Après une phase de préfiguration menée sur seize départements en 2014, cette démarche s'est élargie à l'ensemble des départements. Dans ce cadre, le Préfet de l'Essonne a impulsé en 2015, une dynamique locale associant la caisse d'Allocations familiales chargée d'assurer la coordination des travaux, le Conseil départemental et les autres acteurs concernés (Udaf, communautés de communes, Direction départementale de la cohésion sociale, Éducation nationale, justice, associations, etc.)

Ce Schéma départemental d'accompagnement des familles (Sdaf) signé le 7 juillet 2016 s'appuie sur des éléments de diagnostic partagé sur les deux volets : « petite enfance » et « parentalité ».

Il a permis de définir les axes prioritaires suivants :

- réduire les inégalités d'accès aux services par un rééquilibrage de l'offre en modes d'accueil,
- permettre un meilleur accès des enfants présentant un handicap à ces services,
- mettre en œuvre une intervention concertée en faveur de la jeunesse,
- améliorer l'information des familles dans leur parcours de parents,
- définir la gouvernance en matière de parentalité dans un cadre plus transversal entre les dispositifs.

Quelles articulations / Complémentarités entre le Sdaf et le Sdef et spécificités propres aux deux schémas départementaux

Une différence essentielle existe entre ces deux schémas : leur caractère global pour l'un, spécifique pour l'autre.

Le schéma départemental d'accompagnement des familles a pour sa part une vocation généraliste : il concerne l'ensemble des familles du département même s'il doit porter une attention particulière aux plus vulnérables.

Dans le Sdaf, l'action se situe exclusivement dans une optique de prévention précoce. Ainsi, si le champ de la santé y est abordé dans sa partie diagnostic, sous un angle informatif au titre de la prévention, il ne fait pas partie des axes d'intervention susceptibles de figurer au plan d'action.

Le Sdaf s'inscrit dans le cadre des politiques publiques portées traditionnellement par la branche Famille. Il vise la conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle en permettant aux familles de trouver des solutions d'accueil pour leurs enfants. Il vise aussi à soutenir la fonction parentale quand elle est mise à mal par les événements de la vie et notamment par la séparation des parents, devenue un phénomène de société nécessitant une véritable prise en charge.

Le schéma départemental de l'enfance et de la famille pour sa part a vocation à améliorer la réponse apportée aux enfants, aux familles et aux jeunes majeurs en grandes difficultés tant en matière de prévention primaire, secondaire et tertiaire que de protection.

Malgré une temporalité de réalisation différente, le partenariat entre la Caf et le Conseil départemental pour l'élaboration de leur schéma respectif rend indispensable la coordination et l'arti-

culatation des services afin que les axes majeurs ne se recouvrent pas. Tel a été le cas des orientations prises dans le cadre des modes d'accueil qui ne sont abordées désormais que dans le Sdaf.

Comment les schémas vont-ils se décliner concrètement en terme d'actions ?

Le schéma départemental d'accompagnement des familles se déclinera sur la période 2016-2019.

Il associera dans des groupes de travail opérationnels et en tant que de besoin, les partenaires concernés par les différents sujets qui seront abordés, ainsi que les familles elles-mêmes, afin d'alimenter la réflexion et de guider l'action.

Ce schéma comporte un plan de développement élaboré autour des cinq orientations stratégiques précédemment citées. À titre illustratif, voici quelques actions retenues et pistes de réflexion engagées :

1 - Réduire les inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant tant individuel que collectif :

- Porter à la connaissance des collectivités locales concernées les zones prioritaires dans le développement de places en Établissement d'accueil du jeune enfant (Eaje) tant en accueil régulier qu'en accueil occasionnel.
- Inciter les Établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) existants dans les quartiers identifiés en politique de la ville à réserver des places d'insertion destinées aux publics en recherche d'emploi, en formation professionnelle ou en emploi précaire.

Le Sdaf vise la conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle permettant aux familles de trouver des solutions d'accueil pour leurs enfants.

- Favoriser la mise en place de Relais assistants maternels (Ram) dans les secteurs non pourvus.
- Promouvoir le développement des Lieux d'accueil enfants-parents (Laep) dans les territoires insuffisamment dotés.

2 - Apporter une réponse adaptée aux parents d'enfants présentant un handicap en recherche de mode d'accueil

- Effectuer un recensement des enfants potentiellement concernés en lien avec la Maison départementale des personnes handicapées de l'Essonne (Mdphe), les associations de parents d'enfants handicapés, la Direction de la protection maternelle et infantile (Dpmi) pour identifier les besoins et les réponses susceptibles d'être apportées.
- Recenser les acteurs intervenant dans le handicap pour une information exhaustive des établissements et des familles.
- Inciter les Eaje à accueillir les enfants présentant un handicap.
- Informer les parents sur les possibilités existantes par le biais des Ram, de la Pmi, du site mon-enfant.fr, des services municipaux.

3 - Élaborer une intervention concertée auprès des jeunes

- Réaliser la coordination des actions jeunesse et s'assurer de la complémentarité des interventions auprès des jeunes.
- Élaborer un diagnostic des besoins avec l'ensemble des acteurs de la jeunesse.
- Poursuivre l'action développée par l'Éducation nationale visant à prendre en charge plus précocement l'absentéisme scolaire.

4 - Améliorer l'information des familles pour soutenir les parents dans leur rôle

- Développer l'information et faciliter les modalités d'accès au site mon-enfant.fr.
- Développer l'information à destination des familles et des professionnels sur les dispositifs de parentalité.
- Améliorer la communication sur les offres de services de travail social Caf auprès des familles et des partenaires.
- Promouvoir l'usage des télé-services notamment le site caf.fr par des actions d'accompagnement des publics par les services de la Caf et par des partenaires relais caf.fr (maisons des services publics, centres communaux d'action sociale, point information multi-services, associations).

5 - Définir la gouvernance dans le domaine de la parentalité et assurer davantage de transversalité entre les dispositifs

- S'assurer de la cohérence entre les dispositifs.
- Impulser l'animation des réseaux départementaux et locaux.
- Promouvoir la mise en œuvre d'un observatoire tant en matière de petite enfance qu'en matière de parentalité et s'assurer de l'adéquation des réponses aux besoins des familles et de la qualité des interventions menées.

En conclusion, les deux schémas s'articulent pour assurer aux familles en fonction de leurs besoins spécifiques, un service de qualité. ■



Informations

Bilan des actions Réaap 2015

Parmi les **54** actions proposées par **35** promoteurs, **45** actions ont été retenues concernant **30** porteurs de projets.

2 nouveaux porteurs de projet ont rejoint le réseau départemental en développant des actions sur **2** nouvelles communes Saulx-les-Chartreux et Juvisy-sur-Orge.

Le lien familles-école, la place des pères au sein de la famille et auprès des institutions, la communication parents-enfants (jeunes enfants, adolescents...) ont été les thèmes les plus abordés.

2 120 familles ont bénéficié de ces actions.

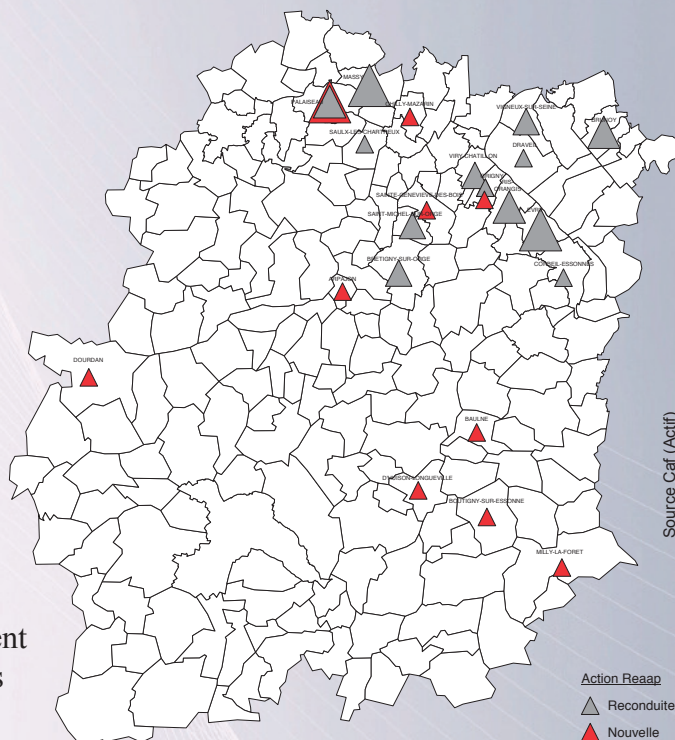
Pour l'année 2016

72 actions ont été proposées par **38** promoteurs.

54 actions ont été retenues concernant **35** porteurs de projets. **Sept** nouveaux porteurs de projet adhèrent au réseau départemental et **six** nouvelles communes accueillent des actions situées sur une zone non couverte jusqu'à présent par le Réaap :

D'Huisson Longueville, Baulne et Boutigny-sur-Essonne, Milly-la-Forêt, Dourdan et Sainte-Geneviève-des-Bois.

Les actions du Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents en 2016



NB : la taille des symboles est proportionnelle au nombre d'actions

Pôle Etudes et Prospective, Caf de l'Essonne, Mai 2016

Rappel des obligations des porteurs de projet

Chaque année, les associations et services dont le projet est retenu et financé par le comité départemental Réaap doivent compléter les documents suivants :

- une fiche intitulée « mon-enfant.fr » présentant l'action,
- un questionnaire en ligne intitulé « Les remontées d'activité » via un lien Internet mis à leur disposition par la Cnaf correspondant à l'action N-1.

* Au préalable un accord doit être donné par le président de l'association et/ou le responsable du service pour l'inscription de l'action Réaap sur le site mon-enfant.fr.

Les brèves

Un temps fort intitulé « **Parents après la séparation, continuer à conjuguer ensemble** » sera organisé par la Caf le 6 décembre 2016 à Brétigny-sur-Orge à l'Espace Maison neuve.





Directeur de la publication : **Christine Mansiet**, Directeur de la Caf de l'Essonne

Rédacteur en chef : **Laurent Courtois**, responsable communication

Les membres de la rédaction :

- Caf de l'Essonne : **Caroline Aupest, Laurent Courtois, Sonia Kapela, Gabrielle Lanzarotti, Stéphanie Meyer**
- Conseil départemental de l'Essonne : **Nicolas Semenou**
- Direction départementale de la cohésion sociale de l'Essonne : **Philippe Bargman**

Conception et réalisation de la maquette : **agence COM&O**

